

Dissertation: **Les actions à la disposition de l'acquéreur insatisfait**

« Les obligations du vendeur ne se limitent pas à la garantie des vices cachés de la chose vendue, mais lui imposent également de délivrer une chose conforme à l'usage auquel elle est destinée » et « qui corresponde en tout point au but recherché » par l'acheteur. Face à ces formules devenues des sortes d'adage, la jurisprudence a entendu protéger strictement l'acquéreur qui se voit reconnaître aujourd'hui à son profit une diversité d'actions qu'il pourra exercer contre l'acquéreur qui a violé ou manqué à ses obligations dans le cadre d'un contrat de vente.

Autrement dit l'action est un droit pour l'acquéreur de faire valoir ses droits en justice contre le vendeur qui n'aurait pas exécuté ou respecté ses obligations à son égard.

En effet, l'acquéreur dans le contrat de vente est celui qui est dans l'obligation de payer le prix de la chose que le vendeur lui vend, d'après les articles 1650 et suivants du code civil.

C'est l'élément économique du contrat - le fait que l'acquéreur est payer un prix- qui justifie que le droit a reconnu une multitude d'actions contre le vendeur à l'acquéreur qui serait insatisfait de la chose qu'il a reçu alors qu'il a pu payer un prix plus ou moins important.

En vertu du contrat synallagmatique qu'est le contrat de vente où chacun est tenu de s'exécuter réciproquement, il est évident qu'à partir du moment où l'acheteur a respecté ses obligations, le vendeur doit exécuter les siennes qui au fur et à mesure du temps et des jurisprudences se sont amplifiées; Cette évolution s'est placée dans un courant plus général de hausse de la protection accordée à l'acheteur, considéré comme partie faible au contrat. Ainsi a-t-on assisté à l'apparition de nouvelles obligations d'origine essentiellement jurisprudentielles, à la charge du vendeur, telle que l'obligation conseil, ou l'obligation de sécurité. De même s'est développée une hypertrophie des obligations préexistantes du vendeur, notamment de son obligation essentielle de délivrance de la chose (article 1604) d'une part, et d'autre part l'obligation d'information (article 1602). Le vendeur est également tenu des obligations de droit commun de garantie: garantie des vices cachés et garantie contre l'éviction (article 1603). A cela c'est ajouté la responsabilité du fait des produits défectueux et de la garantie pour défaut de conformité introduit par le droit de la consommation. Il ne faut pas oublier que l'acquéreur pourra fonder son action sur la présence de vices de consentement telle que l'erreur ou le dol ou la violence qui ne seront pas étudiés en l'espèce.

Sur le fondement de ces diverses obligations, le régime des actions qui sont ouvertes à l'acquéreur vont différer selon la variabilité des hypothèses en cause.

En somme c'est la multitude de ces fondements qui soulève des difficultés procédurales et substantielles quand au cumul ou non des différentes actions.

Autrement dit l'enjeu est important car il faudra déterminer la consistance de l'action envisagée au regard des différentes obligations de l'acheteur qui n'ont pas été respectées et savoir si l'acheteur peut choisir entre plusieurs actions voir les cumuler si le sinistre est constitutif de la violation de plusieurs obligations à la charge du vendeur au sein d'un même contrat.

Se pose alors la question de savoir dans quelles mesures l'acquéreur insatisfait pourra-t-il intenter une cumul ou non d'action sur le fondement des différentes obligations du vendeur ?

S'il apparaît que sur le fondement des obligations principales du vendeur, l'acquéreur ne peut cumuler plusieurs actions (I), l'évolution du droit et l'essor du droit de consommation a cependant conduit à un renforcement de la protection de l'acheteur qui pourra intenter diverse d'actions dont certaines pourront se cumuler (II).

I/ Les actions fondées sur les obligations principales du vendeur : le principe de non cumul

Il convient d'abord d'effectuer la distinction entre l'obligation de délivrance et la garantie des vices cachés (A) qui a été rendue confuse par la jurisprudence afin de déterminer les actions à la disposition de l'acquéreur: en effet cette distinction est essentielle car l'acquéreur ne peut cumuler sur le fondement de ces deux obligations deux actions sachant que les règles applicables à chacune

d'elles sont particulières (B).

A. Les actions sur le fondement de l'obligation de délivrance et de la garantie des vices cachés: une jurisprudence confuse aujourd'hui éclaircie

D'après l'article 1603 du code civil le vendeur a "*deux obligations principales, celle de délivrer et celle de garantir la chose qu'il vend*".

Les actions fondées sur ces obligations du vendeur sont en principe séparées étant donné que les sanctions applicables à chacune d'elle seront différentes.

Malgré tout, ce n'est pas ce que la jurisprudence a souvent pu retenir; La confusion entre ces deux obligations principales du vendeur que sont l'obligation de délivrance et la garantie des vices cachés vont avoir des répercussions importantes quant aux actions que l'acquéreur pourra exercer: en effet si ces obligations sont assimilées, ce dernier pourra cumuler la garantie des vices cachés et l'obligation de délivrance.

En effet, la jurisprudence a souvent rapproché vice caché et défaut de conformité en exigeant que le vendeur délivre la chose prévue et surtout qu'elle remplisse l'usage que l'acquéreur attend d'elle, c'est à dire qu'elle corresponde à son *but recherché* (*Arrêt du 20 mars 1989*) ou à *l'usage au quelle elle est destinée* (*Arrêt du 18 février 1992*). C'est ainsi qu'est apparue une obligation de *délivrance conforme*.

Cette jurisprudence a en fait voulu faire échapper, du moins en général, l'action en responsabilité de la prescription du bref délai de l'article 1648 du code civil de l'époque, applicable à la garantie des vices cachés: En effet la jurisprudence a introduit une confusion entre l'obligation de délivrance et la garantie des vices cachés au départ, par rapport aux articles 1605 et 1607 du code civil concernant la distinction de la délivrance des immeubles et des biens meubles.

Le problème relève du fait que le régime de la garantie des vices cachés est très stricte et sévèrement encadrée par le code civil, car l'action en garantie des vices cachés est soumise à un bref délai, délai qui désormais n'est plus bref mais de 2 ans à compter de la découverte du vice depuis l'ordonnance du 17 février 2005: en effet ce délai très bref de la garantie des vices cachés, une fois expiré, empêche l'acheteur d'exercer une action contre son vendeur. En effet c'était une manière de permettre à l'acquéreur d'agir sur le terrain de l'obligation de délivrance car l'action cette fois se présentait par le délai de droit commun de l'époque c'est à dire 30 ans (aujourd'hui 5 ans).

C'est donc pour protéger l'acheteur, en dépit du fait que l'action en garantie des vices cachés ne pouvait plus être exercée, que la jurisprudence a élargit le domaine de la notion de conformité de l'obligation de délivrance pour lui faire rentrer des hypothèses relevant de celles de la garantie des vices cachés. Cette confusion n'aurait pas du avoir lieu étant donné que dans l'obligation de délivrance est visé le fait que le vendeur délivre la chose convenue entre les parties, à l'acquéreur, c'est à dire qu'il y est identité entre ce que les parties ont convenu dans le contrat de vente et la chose délivrée elle-même: c'est une approche matérielle. Tandis que dans la garantie des vices cachés, le vendeur garantit que la chose remplisse son but en n'étant pas affectée par un vice qui ne permettrait pas de remplir sa fonction: autrement dit si le problème tient à la non conformité de la chose à sa destination normale c'est l'action en garantie des vices cachés que pourra faire valoir l'acheteur.

C'est pour cela que la 3e chambre civile dans un *arrêt du 23 octobre 1991* n'a pas suivi le mouvement d'expansion de la notion d'obligation de *délivrance conforme* en considérant que l'acquéreur pourra fonder son action sur la garantie des vices cachés, lorsqu'il y a un problème d'identité fonctionnelle et non plus matérielle, c'est à dire lorsque la chose ne remplit pas l'usage au quelle elle est destinée.

L'obligation de délivrance est satisfaite dès lors que la chose prévue a été livrée physiquement. Ainsi par d'autres arrêts dont le dernier en date du 13 mars 2008 a rappelé cette distinction: on ne peut pas invoquer une "*action sur le fondement d'un défaut de conformité et subsidiairement la garantie*

des vices cachés dès lors qu'il y a défaut de la chose vendue qui le rend impropre à l'usage, *tel un défaut de conception, qui constitue un vice caché et non un manquement à l'obligation de délivrance*".

Ainsi la distinction entre l'obligation de délivrance du vendeur et de la garantie des vices cachés est rétablie, le cumul d'actions sur le fondement de ces deux obligations s'avère donc impossible.

B. Le principe du non cumul des actions fondées sur l'obligation de délivrance et de la garantie des vices cachés: l'application de règles spécifiques

L'acquéreur insatisfait a une option entre les deux fondements mais n'a pas le droit de cumuler les deux actions pour obtenir un maximum de dédommagements. Les actions sont en effet clairement séparées: dans un *arrêt du 5 mai 1993* la chambre civile prévoit que le mélange des genres et de mixité des procédures ne pourront plus être admis.

En cas de défaut total de délivrance, de retard de la délivrance ou de délivrance défectueuse l'acheteur pourra exercer soit une action en exécution forcée de la vente (article 1610 du code civil), en résolution ou soit en dommages et intérêts: l'inexécution de l'obligation de délivrance est donc sanctionnée par ces différentes actions.

La résolution, pour être prononcée par le juge, doit être suffisamment grave. En cas de retard de délivrance, la résolution n'est prononcée que si les conséquences du retard sont importantes.

En raison du caractère contractuelle de l'obligation de délivrance, le vendeur doit être condamné par des dommages et intérêts s'il résulte un préjudice pour l'acquéreur du défaut de délivrance au terme convenu -sauf exception avec le jeu d'une clause de non responsabilité permis seulement entre profanes d'une part ou entre professionnels d'autre part. Il y a toujours ici la nécessité de prouver le préjudice et le lien de causalité.

Le principal intérêt de cette action par rapport à celle des vices cachés résulte dans le fait qu'elle dispose comme nous l'avons vu d'un délai de prescription de 5 ans, celui du droit commun contrairement au bref délai désormais de 2 ans de l'action en garantie des vices cachés.

Quant à l'action en garantie des vices cachés, son développement et sa consistance ont été grandissants en raison de la complexité croissante des choses vendues qui génèrent de multiples insatisfactions de l'acquéreur (matériel de haute technicité, informatique...). Ajoutons que l'essor considérable du droit de la consommation, qui tend sans cesse à protéger le consommateur contre les agissements du professionnel de la vente, a donné à la garantie des vices cachés une nature d'ordre public excluant toutes limitations de la part du professionnel comme l'interdiction des clauses abusives.

L'acquéreur insatisfait qui exerce l'action en garantie des vices cachés doit, d'après l'article 1648 du code civil, agir dans un délai de 2 ans à compter de la découverte du vice. La chose doit être affectée d'un défaut qui la rend impropre à l'usage ou qui diminue l'usage qui doit en être fait. Ce vice doit être inhérent à la chose vendue, rédhibitoire, antérieure à la vente et caché. Autrement dit l'action pourra être valablement intenté seulement si le vice provient d'une cause attachée à la chose, s'il est impropre à l'usage auquel on le destine (matériels informatiques inutilisables) et si son existence a eu lieu avant la vente: c'est en effet le propre de la garantie donnée par le vendeur de porter sur la chose telle qu'il l'a vendue. Enfin l'acheteur ne doit pas avoir eu connaissance du vice qui doit être caché et non apparent (article 1642 du code civil).

D'après l'article 1644 du code civil, l'acquéreur dispose d'une option au titre de la garantie des vices cachés: il peut choisir entre l'action estimatoire et l'action rédhibitoire. La première consiste en une réduction du prix lorsque l'utilité de la chose vendue est réduite et la deuxième entraîne la résolution de la vente c'est à dire la restitution par le cocontractant de la chose et du prix: elle est souvent engagée lorsque la chose vendue est totalement inutilisable; il pourra utiliser cette action seulement s'il peut restituer la chose ou si le défaut est suffisamment grave.

L'acquéreur pourra par exception également intenter une action en responsabilité civile s'il réussit à

établir que le vendeur est de mauvaise foi c'est à dire qu'il connaissait les vices de la chose; dans ce cas, il pourra être tenu à des dommages et intérêts. Il y a une présomption irréfragable de connaissance du vice de la chose lorsque le vendeur est un professionnel.

Dans le cas des ventes aléatoires ou forfaitaires l'acquéreur ne pourra fonder une action en garantie des vices cachés étant donné que les défauts de la chose vendue sont à sa charge.

La jurisprudence refuse donc le cumul d'actions entre la non conformité aux stipulations contractuelles nées de l'article 1147 du code civil et la garantie des vices cachés de l'article 1641 du code civil.

En somme lorsque le problème soulevé par l'acheteur entre dans la définition des vices cachés, seule est admise en principe l'action en garantie des vices cachés et l'acquéreur devra donc agir dans le délai de 2 ans et ne pourra exercer l'action en non conformité de la chose sur le fondement de l'obligation de délivrance pour se prévaloir d'un délai plus long (*arrêt du 4 octobre 1995*) Il ne pourra pas non plus intenter l'action de droit commun pour erreur (*arrêt du 14 mai 1996*).

Néanmoins, face à l'essor des autres obligations à la charge du vendeur, la loi et la jurisprudence ont admis dans certains cas que l'acquéreur insatisfait puisse bénéficier d'un cumul d'actions, pour des raisons d'opportunité et dans le souci de protéger le consommateur.

II/ Le renforcement de la protection de l'acquéreur : le choix entre plusieurs actions

En effet Le droit a reconnu la possibilité à l'acquéreur de choisir entre plusieurs actions (A). A côté de cela nous verrons que le droit a reconnu diverses actions que l'acquéreur pourra exercer (B) à côté de celle que nous avons étudié en l'espèce.

A. Le choix d'actions de l'acquéreur: la possibilité du cumul

Comme l'écrivait le doyen Carbonnier: “ *Lorsque le droit positif met deux moyens à la disposition du même individu, le sens le plus élémentaire de ce double don est le cumul. Si le législateur a agi délibérément, que sa volonté soit faite. Si c'est par inadvertance, ce n'est pas un mal qu'un peu de désordre viennent dénoncer la surabondance des lois*”.

En effet il a été admis par la jurisprudence que l'acquéreur insatisfait pourra cumuler certaines actions avec n'importe quelle autre action existante

Comme nous l'avons vu l'acquéreur ne peut intenter une action sur le fondement de la garantie des vices cachés et de non conformité à l'obligation de délivrance car leur définition s'apprécie distinctement (*supra*) c'est à dire qu'un élément de l'une ne peut se retrouver dans un élément de l'autre. Cependant il apparaît qu'à certains égards l'acquéreur aura une option.

En premier lieu la responsabilité des produits défectueux de la loi du 19 mai 1998 ouvre une option à la victime qui pourra soit intentée une action en invoquant *la responsabilité contractuelle ou délictuelle ou d'un régime spécial de responsabilité* (article 1386-18 du code civil). Cette responsabilité pourra donc se cumuler avec les autres régimes de responsabilité des autres actions. Autrement dit cette responsabilité du fait des produits défectueux peut se cumuler avec toutes les autres actions qui engagerait la responsabilité contractuelle ou délictuelle du vendeur. C'est toujours dans une mesure d'extension du protectionnisme accordé à l'acquéreur consommateur que ce dernier possède une option. En effet l'action intentée en l'espèce traduit le fait que “quand le produit n'offre pas la sécurité à laquelle on peut légitimement s'attendre” la victime pourra exercer une action contre celui qui agit à titre professionnel. Le défaut de sécurité doit avoir causé un dommage (*arrêt du 9 juillet 2003*).

Outre ce cumul reconnu clairement par la loi, c'est parfois la jurisprudence qui a admis de cumuler

certaines actions lorsque le sinistre constitue plusieurs manquements en même temps à l'obligation du vendeur: par exemple si le défaut de la chose constitue un dol et en même temps un vice caché, la jurisprudence a admis dans un *arrêt du 6 novembre 2002* que l'on pouvait cumuler la possibilité d'agir en nullité pour dol et celle d'agir en garantie des vices cachés: en effet elle énonce que “ *l'action en garantie des vices cachés n'est pas exclusive de l'action en garantie pour dol*”. Cette jurisprudence procède donc à une assimilation entre le vice caché et le dol, l'intérêt d'agir sur un fondement autre que le vice caché étant évidemment d'éviter de tomber dans les filets du court délai de prescription qu'impose l'action en garantie des vices cachés. Cette solution en matière d'obligation de garantie de vices cachés et de vice du consentement est véritablement spécifique au dol, étant donné que dans un *arrêt du 14 mai 1996*, la cour de cassation a clairement distingué l'erreur et l'obligation de garantie des vices cachés. En effet, elle fait de la garantie des « vice caché » le seul fondement possible de l'action et applique donc le régime du bref délai de l'époque; cette décision traduit un refus du concours d'action en la matière.

La décision de 2002 est justifiée si l'on considère que l'existence d'un dol est en lien direct avec l'existence d'un vice caché: en effet le dol du vendeur, se justifie par le fait que ce dernier ne voulait pas révéler l'existence d'un vice qui était caché. L'option du choix de l'action est donc laissée à la discrétion de l'acheteur qui choisira sans doute en l'espèce l'action la plus favorable pour lui c'est à dire l'action en nullité de la vente pour dol étant donné qu'il pourra bénéficier de dommages et intérêt en se fondant sur l'erreur et ne sera pas soumis au délai de prescription de l'action en garantie des vices cachés. En revanche dans un *arrêt du 25 mars 2003*, la cour de cassation a admis que l'on puisse cumuler les actions fondées sur la non-conformité de la chose vendue et sur l'erreur commise sur une qualité substantielle de la chose dans le cadre de vente publique aux enchères.

Pour finir, en application de la directive du 25 mai 1999, une ordonnance du 17 février 2005 est venue introduire en droit français une nouvelle garantie du défaut de conformité retranscrit aujourd'hui à l'article L.211-1 et suivants du code de la consommation concernant donc un acheteur agissant en qualité de consommateur et un vendeur professionnel. Elle vient se substituer à la distinction entre vice caché et non-conformité de l'obligation de délivrance de la chose, mais uniquement au sens de la directive en matière de biens meubles. Elle mélange toutefois les deux notions: D'une part le bien doit être en conformité avec les stipulations contractuelles, il doit être conforme à l'usage attendu habituellement d'un bien semblable et aussi présenter les caractéristiques que les parties avaient convenu. D'autre part, il doit être utilisable pour tout usage spécial dès lors que le vendeur a été informé et a accepté cette destination particulière au moment de la conclusion de la vente.

Dans les cas contraire l'acquéreur insatisfait pourra intenter une action sur le fondement de défaut de conformité. L'intérêt en l'espèce est que cette action laisse le choix à l'acquéreur d'abord d'obtenir la réparation du bien et si ce n'est pas possible son remplacement sans frais. Quand les deux sont impossibles ou trop coûteux, il peut y avoir réduction du prix ou la conservation de la chose contre restitution d'une partie du prix ou la résolution du contrat sauf si le défaut est mineur. La prescription de l'action s'aligne sur celle de l'article 1648 du code civil.

L'article L211-13 précise que l'action en défaut de conformité ne prive pas l'acheteur du droit d'exercer l'action résultant des vices cachés de la chose de l'article 1641 et celle résultant des vices rédhibitoires de l'article 1648 du code civil d'une part, et d'autre part “*de toute autre action de nature contractuelle ou délictuelle qui lui est reconnue par la loi*”.

L'action en garantie de conformité pourrait donc se cumuler avec d'autres actions qu'elles soient délictuelles ou contractuelles. L'acquéreur consommateur a donc la possibilité d'agir sur le fondement d'autres textes, notamment ceux relatifs à la garantie des vices cachés ou à l'obligation de délivrance conforme tirées du Code civil.

A côté de ces différentes actions possibles de se cumuler, l'acquéreur mécontent pourra également se fonder, si les faits le permettent, sur d'autres actions qui sont de droit commun pour satisfaire sa demande.

B. Les autres actions à la disposition de l'acquéreur insatisfait

Ces autres actions qui se révèlent tout de même importantes dans le cadre du contrat de vente, sont les actions fondées sur l'obligation d'information et de conseil, sur la garantie d'éviction et sur l'obligation de sécurité.

L'obligation d'information n'est pas propre au contrat de vente. Elle est de droit commun, concernant tous les contrats. Cette obligation concerne uniquement les vendeurs professionnels. L'article 1602 du Code civil et L.111 du code de la consommation impose au vendeur d'expliquer clairement ceux à quoi il s'oblige: ce texte permet de mettre une obligation d'information à la charge du vendeur. L'obligation d'information porte sur les caractéristiques de la chose afin que l'acquéreur puisse consentir en toute connaissance de cause.

Elle est particulièrement importante en ce qui concerne les ventes d'immeubles: en effet l'acquéreur insatisfait pourra exercer une action pour manquement à l'obligation d'information sachant que les tribunaux sanctionnent sévèrement tout manquement du vendeur à cette obligation générale d'information. Si le vendeur cache une information importante à l'acheteur celui-ci pourra obtenir une réduction du prix ou, dans les cas les plus graves l'annulation de la vente. Le vendeur est alors condamné au remboursement du prix et parfois au versement d'indemnités au profit de l'acheteur qui a subi un préjudice.

Le développement de l'obligation d'information et de conseil renforce le devoir du vendeur au stade pré contractuelle, mais aussi dans l'exécution du contrat.

La question de la garantie d'éviction va engagée le vendeur indépendamment de toute faute, comme toutes garanties. L'acquéreur sera évincé quand il sera privé de la possession paisible de la chose que doit normalement garantir le vendeur.

L'éviction peut être partielle ou totale; elle peut être le fait du vendeur ou du fait d'un tiers.

L'action exercer peut être une action récursoire: En effet, en ce qui concerne ceux qui peuvent invoquer l'action en garantie d'éviction, l'acquéreur peut mettre en oeuvre la garantie de son vendeur directe; cette acquéreur doit être de bonne foi: en effet il ne peut obtenir la garantie de son vendeur pour éviction qu'il subit, qui est de son fait (*arrêt du 21 mars 2000* à propos d'un acheteur d'un véhicule l'ayant revendue après avoir appris son origine délictueuse). Il peut également s'adresser à un auteur antérieur sur le terrain contractuel dès lors que l'action en garantie s'est transmise avec la chose (*arrêt du 28 mars 1990*).

Le sous-acquéreur pourra alors exercer l'action de son vendeur: seule la restitution du prix de la première vente lui sera attribuée à moins de compléter par des dommages et intérêt pour obtenir restitution du prix sur la deuxième vente.

D'après l'article 1630 l'acheteur pourra demander contre le vendeur la restitution du prix, celle des fruits qu'il aura fait et dépensé sur la chose et le cas échéant il pourra obtenir des dommages et intérêts.

Enfin, l'obligation de sécurité n'a été introduite que récemment dans le contrat de vente.

Auparavant, les actions en garantie des vices cachés- si le danger était dû à un défaut de la chose- ou pour manquement à l'obligation de renseignement -si le défaut était imputable à des conditions d'utilisation- suffisaient à assurer la réparation du préjudice que subissait l'acquéreur. Dans un *arrêt du 16 mai 1984* apparaît la notion d'obligation de sécurité de moyen détachable de la garantie des vices cachés.

En effet depuis son *arrêt du 11 juin 1991*, la Cour de cassation considère l'obligation de sécurité comme une obligation contractuelle différenciée de l'action en vices cachés. Le vendeur professionnel est débiteur d'une obligation de sécurité autonome.

Désormais cette action en responsabilité contractuelle exercée contre le vendeur pour manquement

à son obligation de sécurité n'est pas soumise à l'ancien bref délai de l'action en garantie des vices cachés. Ajoutons que la responsabilité du fabricant, ne peut être engagée lorsque le dommage de l'acquéreur insatisfait est lié à sa personne et non à un vice du produit : dans ce cas il n'est tenue que d'une obligation de moyen (*Arrêt du 21 janvier 1991* à propos de produits de beauté provoquant une réaction allergique): le produit ne doit tout simplement pas présenter de danger pour l'utilisateur. L'obligation est un accessoire de la chose : elle se transmet donc successivement aux sous-acquéreur. L'obligation pèse donc sur le fabricant et sur les revendeurs professionnels. Dans un *arrêt du 27 janvier 1993*, il a été dit que l'action engagée par le sous acquéreur d'un produit défectueux contre le vendeur originaire de celui-ci à l'effet d'obtenir réparation du dommage provoqué par ce produit, obéit non aux règles de la garantie mais à celles de la responsabilité contractuelle.

Une action en responsabilité contractuelle pourra être exercée par l'acquéreur insatisfait, voir délictuelle sur le fondement de l'article 1386-9 et suivant du code civil. Cependant l'obligation de sécurité du vendeur prétorienne tend aujourd'hui à se rapprocher de l'obligation de sécurité de la loi du 19 mai 1998, et il semble difficile de distinguer l'obligation de sécurité du vendeur avec l'obligation de sécurité qui engagerait la responsabilité du vendeur du fait des produits défectueux de la loi de 1998.

Pour finir, il convient de rappeler qu'en fait, quand l'acquéreur se trouve face à la possibilité de choisir l'action qu'il veut, ce choix s'avère un peu discrétionnaire, cela va sans dire depuis un arrêt de 2007: En effet avant cet arrêt rendue en assemblée plénière le *21 décembre 2007*, le juge avait le devoir de restituer au fondement juridique des demandes des parties leur véritable nature lorsque c'était nécessaire c'est à dire requalifier le fondement de l'action lorsque celle-ci n'était pas adéquate à la situation en cause; depuis, le juge n'est plus obligé de modifier la dénomination ou le fondement juridique de la demande des parties même lorsque cette requalification peut s'imposer. Cette solution est très critiquable dans le sens où elle admet que le juge puisse ne pas substituer au fondement de la demande en cause, le véritable fondement qui s'impose; pourquoi alors imposer au juge de requalifier si on le dispense d'appliquer la règle de droit? Il est clair que le droit a souvent tendu à protéger l'acquéreur considéré comme partie faible mais de là à le laisser agir sur un fondement juridique inadéquate revient véritablement à faire basculer l'équilibre qu'a voulu le code civil.